



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

La Roumanie et son entrée dans l'Union européenne : un regard de Russie

Valerij Ljubin

Institut d'information scientifique sur les sciences contemporaines de
l'Académie des sciences de Russie, Moscou, Russie,
Universités de Münster, Bonn et Cologne, Allemagne
valerij.ljubin@gmail.com

<http://orcid.org/0000-0001-9530-3968>

Reçu le 23-11-2021 / Évalué le 03-12-2021 / Accepté le 15-12-2021

Résumé

L'article analyse les relations entre la Russie et la Roumanie depuis la période des années 90 à nos jours. Il résume les conclusions des savants russes qui se sont penchés sur ce sujet. Les relations russo-roumaines à l'époque considérée ont connu des périodes de rapprochement et de divergence. Ces relations sont actuellement à un faible niveau. La priorité de la Roumanie était l'adhésion à l'OTAN et à l'UE et le partenariat stratégique avec les États-Unis. Dans le même temps, les relations de la Russie avec l'OTAN et l'UE étaient et connaissent toujours une crise, causée par les événements en Ukraine en 2014, l'entrée de la Crimée dans la Fédération de Russie et la guerre en cours dans le Donbass.

Mots-clés : Roumanie, Russie, OTAN, UE, Moldavie, Transnistrie, Ukraine, Crimée, Donbass

România și aderarea sa la Uniunea Europeană: o perspectivă dinspre Rusia

Rezumat

Articolul analizează relațiile dintre Rusia și România din perioada anilor '90 până în prezent. El sintetizează concluziile și abordările oamenilor de știință ruși care au studiat acest subiect. Relațiile ruso-române din epoca examinată au cunoscut perioade de apropiere, dar și de divergență. De altfel, aceste relații sunt în prezent la un nivel scăzut. Prioritatea României a fost aderarea la NATO și UE și parteneriatul strategic cu Statele Unite ale Americii. În același timp, relațiile Rusiei cu NATO și UE au fost și sunt încă în criză, cauzată de evenimentele din Ucraina din 2014, de intrarea Crimeei în Federația Rusă și de războiul în curs de desfășurare din Donbass.

Cuvinte-cheie: România, Rusia, NATO, UE, Moldova, Transnistria, Ucraina, Crimeea, Donbass

Romania and its entry into the EU: a perspective from Russia

Abstract

The article analyses the relations between Russia and Romania from the 90s to date. It summarizes the conclusions of the Russian scholars who have examined this topic. The Russian-Romanian relations in the time under review have had periods of rapprochement and divergence. These relationships are currently at a low level. Romania's priority was NATO and EU membership and the strategic partnership with the United States. At the same time, Russia's relations with NATO and the EU were and still are experiencing a crisis, caused by the events in Ukraine in 2014, the entry of Crimea into the Russian Federation and the ongoing war in the Donbass.

Keywords: Romania, Russia, NATO, EU, Moldova, Transnistria, Ukraine, Crimea, Donbass

Mes observations sur la vie politique de la Roumanie ont commencé par mon travail d'archéologue à la frontière entre l'URSS et la Roumanie durant les saisons estivales 1970-1985, dans le cadre de l'expédition sur le Danube du Musée archéologique d'Odessa, lors de la fouille d'une ancienne forteresse romaine dans le village d'Orlovka, près de Reni et Izmail. La population d'Orlovka comptait cinq mille personnes et des Roumains, des Russes, des Bulgares et des Ukrainiens y vivaient. Les propriétaires roumains de la maison où nous habitons nous ont gentiment mis à disposition la meilleure pièce : la « casa mare ». Pendant ce temps, j'ai enregistré des chansons folkloriques roumaines et me suis familiarisé avec le folklore des vieux croyants russes lipovans de Kiliya et Vilkovo. Les Roumains d'Orlovka allaient parfois, avec une autorisation spéciale, rendre visite à des parents qui vivaient de l'autre côté de la rivière. Pour ce faire, ils devaient d'abord atteindre le județ de Galați. Dessinée en 1940, la frontière séparait de nombreuses familles des deux côtés du Danube. En 2019, le service de ferry Orlovka-Isakcha a été ouvert.

Un buste en bronze du tsar Nicolas Ier était conservé dans l'avant-poste soviétique d'Orlovka, placé au XIXe siècle à l'endroit où le tsar avait traversé le Danube avec l'armée russe en 1828, au début de la guerre russo-turque. Il ne reste pas seulement ce buste, mais aussi des églises orthodoxes et des monuments historiques à Reni et Izmail. D'autre part, sous le régime communiste en Russie, de nombreuses églises et monuments ont malheureusement été détruits. Pendant la domination roumaine de la Bessarabie, en 1918-1940, tous les monuments historiques ont été conservés. Les rues centrales de Reni et d'Izmail étaient appelées «rue du 28 juin», le jour en 1940 où les troupes soviétiques ont restitué la Bessarabie à l'Union soviétique. Avec la perte de la Bessarabie et du nord de la Bucovine, le territoire de la Roumanie a été réduit d'un cinquième. En août 1968, comme nous l'a dit le chef de

l'avant-poste d'Orlovka, trois divisions soviétiques ont traversé le Danube sur des ponts flottants pour apporter « une assistance fraternelle » à la Tchécoslovaquie avec d'autres troupes des pays de l'Organisation du Pacte de Varsovie (OPV), ignorant la prétendue proclamation de Ceaușescu selon laquelle « pas une seule botte russe ne mettra le pied sur le sol roumain ».

Les mêmes frontières qui, pendant des siècles, avaient divisé les peuples de Roumanie et de l'Empire russe, devenu plus tard l'Union soviétique, séparent désormais la Roumanie de la République ukrainienne, indépendante depuis 1991, et de la République de Moldavie, également devenue indépendante en même temps. Ces deux pays ont célébré le 30e anniversaire de leur indépendance, le premier le 24 et le second le 27 août 2021. Bien que l'actuelle Fédération de Russie après l'effondrement de l'URSS ne soit plus directement frontalière avec la Roumanie, elle conserve naturellement un intérêt particulier pour un pays historiquement, religieusement et géographiquement proche.

Il semble que rien ne rappelle la dictature de Ceaușescu qui existait auparavant en Roumanie. Les émissions de radio de Roumanie dans les années 70 et 80 commençaient ainsi : « Tovarîșul Nicolae Ceaușescu și Yelena Ceaușescu » ont fait ceci et cela aujourd'hui : c'était le culte de la personnalité de la famille Ceaușescu. Mais cette « déification » artificielle ne les a pas épargnés de représailles lorsqu'en décembre 1989 la révolte a éclaté en Roumanie. Nicolae et Elena Ceaușescu furent fusillés. Aucun des dirigeants des autres pays socialistes du bloc de l'Est n'a été honoré d'une fin aussi terrible : ils ont été privés de leur pouvoir par des moyens pacifiques et ont été épargnés. Cette nuit-là, quand a eu lieu l'exécution de Ceaușescu, je n'ai pas dormi, mais j'ai écouté un reportage en direct de Roumanie diffusé par Radio Liberty à Moscou, et j'ai enregistré tout le déroulement de ces événements tragiques sur un magnétophone.

En 1992, avec un autre politologue russe, j'ai été invité à une réunion à Moscou avec l'ancien premier secrétaire du Parti communiste de Moldavie P.K. Lučinskij (par la suite, de 1996 à 2001, il a été président de la République de Moldavie). Il nous invita à rejoindre la délégation qui volerait le lendemain matin dans son avion privé depuis l'aéroport de Vnukovo en Moldavie pour réconcilier les parties en conflit (Chisinau et Tiraspol). Nous décidâmes de donner un coup de main, mais le lendemain matin, un appel est arrivé pour annuler le vol : les opérations militaires en Transnistrie avaient commencé. La guerre et la sécession de la Transnistrie (République moldave du Dniestr) de la Moldavie ont changé la situation dans la région et ont influencé négativement le développement des relations entre la Russie et la Roumanie.

Les citoyens de Roumanie et de Moldavie qui ont récemment travaillé dans les pays du sud de l'Europe n'ont aucun problème d'adaptation linguistique, ils se disent Roumains. De nombreux citoyens moldaves ont des passeports roumains et peuvent travailler dans les pays de l'UE. Les migrants de Roumanie et de Moldavie travaillent dans les pays occidentaux de l'UE dans des emplois souvent mal payés qui ne nécessitent pas de qualifications. De nombreux jeunes de Roumanie et de Bulgarie vont étudier dans des universités des pays de l'UE, mais abandonnent souvent pour y trouver un emploi. Parmi mes étudiants à Münster, il y avait aussi ceux de Roumanie, de l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca, partenaire de l'Université de Münster. Ils n'ont pas abandonné. Au cours des séminaires, nous avons discuté des événements dans l'UE, en Allemagne, en Russie, en Roumanie, en Ukraine et en Moldavie.

Lorsque l'Organisation du Pacte de Varsovie, puis l'ensemble du camp dit socialiste se sont désintégrés, à la fin des années 1980 et au début des années 1990, tous les anciens pays socialistes d'Europe centrale et orientale ont cherché de nouvelles voies de développement. Selon le raisonnement des élites dirigeantes des pays d'Europe de l'Est, elles n'avaient d'autre choix que de rejoindre l'Occident et de rejoindre l'OTAN et l'UE. La Roumanie n'a pas fait exception. Les années 90 sont devenues, dans toute l'Europe centrale et orientale, des années de transit et de préparation à cette adhésion. La Russie ne s'est pas opposée à l'expansion de l'UE vers l'Est, motivée par des intérêts économiques (Ljubin, 1996 : 4-9). Mais il s'opposait à l'élargissement de l'OTAN, ce que les États-Unis n'avaient pas autorisé dans le passé, au moment de la réunification allemande et de la fin de la guerre froide. En réalité, l'expansion a commencé en 1999, lorsque les anciens membres du Pacte de Varsovie, la Pologne, la Hongrie et la République tchèque ont rejoint l'OTAN.

Les différents processus d'élargissement à l'Est ont pris fin avec l'entrée de certains pays dans l'OTAN et, par la suite, dans l'UE. Le 1er mai 2004, 10 États de l'Europe centrale et orientale ont rejoint l'UE : les anciennes républiques soviétiques d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie, les anciens pays du camp socialiste, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie et la Slovénie, ainsi que Chypre et Malte. À la suite de deux nouveaux élargissements, la Bulgarie et la Roumanie sont également devenues membres de l'Union, à partir du 1er janvier 2007, et la Croatie, à partir du 1er juillet 2013. Ainsi s'est terminé le mouvement vers l'Est de l'UE, qui avait commencé dans les années 1990. Après cela, l'expansion semble se déplacer le long de la ligne sud-est, comme l'ont noté les spécialistes russes de l'intégration européenne Yu.A. Borko et O.V. Butorina (Borko, Butorina, 2009).

Ci-dessous, je rapporte les évaluations d'universitaires russes faisant autorité qui ont étudié les relations entre l'URSS / la Russie et la Roumanie des années 1980 à nos jours.

V.B. Kirillov et I.S. Putincev, savants en sciences politiques à l'Université du Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie (MGIMO), ont souligné qu'en Roumanie l'autorité a été remplacée par la force en décembre 1989, tandis que dans d'autres pays d'Europe de l'Est l'alternance des pouvoirs s'est déroulée pacifiquement. La réticence à réaliser des réformes dans le sens de la perestroïka soviétique et les difficultés de politique étrangère causées par l'affaiblissement de la confrontation bipolaire en Europe ont été quelques-unes des principales raisons qui ont accéléré la chute du régime Ceaușescu. De 1965 au milieu des années 1980, Ceaușescu a oscillé entre l'Est et l'Ouest, recherchant une relation privilégiée avec l'Occident tout en prenant ses distances avec Moscou. Cependant, à la fin des années 1980, cette stratégie n'a plus été couronnée de succès. La Roumanie est restée membre du Comecon et du Pacte de Varsovie, maintenant des relations économiques étrangères préférentielles avec l'URSS et obtenant des garanties militaires et politiques de Moscou. Après le dégel des relations soviéto-américaines, la politique roumaine a perdu son principal levier, tandis que les différences entre l'URSS et l'Occident s'estompaient (Kirillov, Putincev, 2012.1 :13).

En décembre 1989, les nouveaux dirigeants des gouvernements de certains pays d'Europe de l'Est présentèrent à M.S. Gorbatchev la question de la transformation du Pacte de Varsovie d'organisation politico-militaire en alliance politique. En réalité, cependant, la volonté non pas de réformer mais de dissoudre le Pacte se renforce dans les pays d'Europe de l'Est. La Roumanie a été le dernier des pays du bloc soviétique à se prononcer en faveur de la dissolution au début de 1991 et était le seul pays du Pacte de Varsovie qui cherchait à maintenir des liens politico-militaires particuliers avec l'URSS. L'Accord de coopération, de bon voisinage et d'amitié entre l'URSS et la Roumanie, signé à Moscou le 5 avril 1991, créa un précédent. Il était stipulé pour 15 ans avec possibilité de renouvellement tacite quinquennal. Les parties s'engagèrent à ne pas participer à des alliances militaires dirigées les unes contre les autres, ainsi qu'à ne pas permettre que leur territoire soit utilisé pour commettre une agression contre l'une ou l'autre partie.

Si le traité était entré en vigueur, Moscou aurait effectivement détenu un droit de veto sur l'éventuelle entrée de la Roumanie dans l'OTAN et la présence militaire étrangère dans le pays. (Kirillov, Putincev, 2012.1 : 13).

Le nouveau leadership roumain dirigé par Iliescu a essayé d'équilibrer le cours de la politique étrangère et de maintenir des liens étroits avec l'Occident et Moscou.

Le potentiel de développement des relations soviéto-roumaines, inhérent à l'accord du 5 avril 1991, n'a pas été réalisé en raison de la crise en URSS, qui s'est terminée par son effondrement. La paralysie du gouvernement de l'Union soviétique après les événements d'août 1991 a rendu impossible la ratification du traité soviéto-roumain, qui n'est jamais entré en vigueur. Dans ce contexte, entre fin 1991 et début 1992, il y a eu une escalade de l'affrontement armé en Transnistrie (Kirillov, Putincev, 2012.2 : 26-33), qui a généré des sentiments négatifs dans la société roumaine envers Moscou. Entre 1991 et 1992, il y a donc eu un tournant dans la politique étrangère roumaine dans le sens d'une orientation claire vers l'Occident, en particulier vers les États-Unis. Ce tournant est intervenu un peu plus tard en Roumanie que dans d'autres pays d'Europe centrale et orientale.

En s'engageant sur la voie de l'approche à la Roumanie, les pays occidentaux ont été guidés par l'importance de sa position stratégique au moment de la guerre en Yougoslavie. En 1993, la Roumanie a été admise au Conseil de l'Europe. Un accord d'association a également été conclu avec l'UE. La Roumanie aspirait à rejoindre l'OTAN et l'UE avec les participants à la première vague d'expansion de ces organisations en Europe de l'Est. (L'UE avait pris une décision de principe sur la possibilité d'un élargissement en 1993 et l'OTAN en 1995). L'adhésion à l'OTAN est devenue une priorité pour la Roumanie et était une condition préalable à son entrée dans l'UE.

La dynamique des relations russo-roumaines après 1991 est liée aux tentatives d'intégration de la Roumanie dans les structures euro-atlantiques. La Russie n'a pas tenté d'influencer la position des pays de l'ancienne Europe communiste en menant des pourparlers directs avec eux sur la question de l'élargissement de l'OTAN. À titre temporaire, la Russie a accepté de participer au programme de Partenariat pour la paix (PpP), lancé en 1994 pour intensifier les relations militaires entre l'OTAN et les pays d'Europe de l'Est. B.N. Eltsine a déclaré au sommet de la CSCE à Budapest en décembre 1994 que la « guerre froide » en Europe pourrait être remplacée par une « paix froide ». La Russie n'était pas opposée à l'intégration des pays d'Europe centrale et orientale et des pays baltes dans l'OTAN. Seule l'idée de l'élargissement de l'OTAN à un seul pays de la Communauté des États indépendants (CEI), avancée au milieu des années 2000, a suscité une réaction active de Moscou. C'était l'une des raisons de la suspension de la poursuite de l'expansion de l'OTAN (Kirillov, Putincev, 2012.1, p. 16).

La période de développement politique de la Roumanie en 1992 - 2004 est divisée entre les mandats de deux présidents, I. Iliescu (1992-1996 et 2000-2004) et E. Constantinescu (1996-2000). Les deux présidents ont fait pour Bucarest une priorité de rejoindre l'OTAN dès que possible et de créer les conditions d'une

adhésion à l'UE. L'orientation de la Roumanie vers l'Occident et les États-Unis a conduit la Roumanie à soutenir le bombardement de la Yougoslavie par l'OTAN en 1999. Cela a suscité l'opposition de l'opinion publique roumaine et en partie de la classe politique du pays.

Le principal résultat des relations russo-roumaines en 2000-2004 a été la signature, le 4 juillet 2003, à Moscou, du Traité sur les relations amicales entre la Fédération de Russie et la Roumanie. L'amélioration des relations russo-roumaines a également été facilitée par le soutien russe aux mesures antiterroristes américaines. Malgré l'esprit constructif des relations entre la Russie et la Roumanie, le faible niveau de développement des relations commerciales et économiques et les conflits d'intérêts politiques restaient un problème.

La principale raison de leur détérioration significative après 2004 a cependant été la transition du nouveau président roumain T. Basescu vers une politique de confrontation avec Moscou sur d'importantes questions de relations bilatérales, à travers sa proposition de création d'un « axe Washington-Londres-Bucarest ». Le concept même d' « axe » était totalement inapproprié, compte tenu de sa connotation historique. Moscou n'a pas non plus apprécié la déclaration de Basescu du 22 juin 2011, selon laquelle, s'il avait été à la place d'Antonescu, le chef du gouvernement profasciste en 1940-1944, il aurait également ordonné l'attaque contre l'URSS en juin 1941. (Kirillov, Putincev, 2012.1, p. 16). De telles sorties ont suscité une opposition non seulement en Russie, mais aussi dans les principaux pays de l'UE tels que la France et l'Allemagne. En décembre 2005, la Roumanie a décidé d'héberger quatre bases militaires américaines sur son territoire. C'était la première fois depuis 1958 qu'une armée étrangère restait stationnée dans le pays. Cette décision violait l'Acte fondateur OTAN-Russie sur les relations mutuelles, la coopération et la sécurité du 27 mai 1997.

Un facteur important dans les relations russo-roumaines après 1991 a été l'évolution de la situation politique en Moldavie. En 1990-1991, il était typique de la classe politique roumaine de répandre des idées sur la possibilité d'unification de la Moldavie et de la Roumanie sur le modèle de 1918. En réalité, ils cachaient le désir d'absorber la Moldavie, argumenté avec la parenté ethnique et linguistique des Moldaves et des Roumains. Le gouvernement roumain a simplifié les procédures d'obtention de passeports pour la population de la Moldavie et à la fin des années 2000, plus de 100 000 Moldaves ont reçu la nationalité roumaine (Kirillov, Putincev, 2012.1, p. 21-22).

En 2003, avec la médiation de la Russie, le « plan Kozak », un projet de résolution du conflit en Transnistrie, a été élaboré et paraphé. Il présupposait la fédéralisation

de la Moldavie, ainsi que la mise en œuvre d'une réforme constitutionnelle dans le pays. En raison de l'opposition des pays occidentaux et de la Roumanie, qui craignaient le renforcement de l'influence russe, sa signature, prévue pour novembre 2003, n'a pas eu lieu. En 2005, un nouveau format de négociations sur l'accord de Transnistrie a émergé, le « 5 + 2 », à savoir la Moldavie, la Transnistrie, la Russie, l'Ukraine et l'OSCE avec la participation de l'UE et des États-Unis en tant qu'observateurs.

Le président roumain Basescu n'a pas voulu conclure l'accord frontalier avec la Moldavie. Ses déclarations selon lesquelles la Roumanie après la réunification de l'Allemagne resterait le seul pays européen encore divisé (juillet 2006) et que 4 millions de Roumains vivaient en Moldavie (avril 2009) se sont révélées erronées. En novembre 2010, Basescu a prédit que l'unification des deux pays aurait lieu dans 25 ans. Ces déclarations de Basescu, qui avaient un caractère populiste, ont été critiquées par I. Iliescu, A. Nastase, K. Popescu-Tariceanu, M. Geoana, V. Ponta et d'autres. « Malheureusement, les relations russo-roumaines sont à leur plus bas depuis 1992 et, pour utiliser une métaphore, le fond baisse chaque année », ont conclu les universitaires russes Kirillov et Putincev (Kirillov, Putincev, 2012.1, p. 23).

Reprenant ces thèses dans son nouvel essai sur la politique étrangère roumaine, I.S. Putincev a noté qu'avec la fin de la guerre froide et la formation d'un monde unipolaire, le champ de manœuvre de la diplomatie roumaine s'est considérablement réduit (Putincev, 2019, p. 66). Les priorités de la politique étrangère de la Roumanie restent le partenariat stratégique avec les États-Unis et la coordination avec eux au sein de l'OTAN. Cela émerge clairement de la doctrine de la Stratégie de sécurité nationale de 2006 (Stratégie 2006) et de la Stratégie de défense nationale de 2015 (Stratégie 2015). Cette ligne est également confirmée dans la doctrine 2020-2024 (Stratégie 2020). Dans tous ces documents, le partenariat avec les États-Unis est qualifié de partenariat stratégique. Comme mentionné, en 2005, la Roumanie est devenue le premier pays d'Europe centrale et orientale à autoriser l'installation de bases militaires américaines sur son territoire. En 2007, le parlement roumain a fixé la limite du contingent américain à trois mille unités, mais en 2015, il a levé cette restriction (Putincev, 2019, p. 66-67).

Prenant la Pologne pour modèle, la Roumanie a également tenté de dissiper son image de pays peu fidèle à ses alliés. Du fait de la présidence de Basescu, la Roumanie pouvait être considérée comme une « deuxième Pologne », c'est-à-dire un membre relativement important, selon les normes régionales, du système d'alliance occidentale, qui place les intérêts des États-Unis au-dessus des intérêts des principaux pays de l'UE, opposant à la Russie et partisan des initiatives américaines dans les domaines politico-militaire et énergétique (Kortunov, 6-10-2020).

Tatiana Bitkova, une experte roumaine bien connue de mon institut INION RAS à Moscou, a noté que depuis le milieu des années 1990, l'euro-atlantisme est devenu l'orientation principale de la politique étrangère roumaine. En 1994, la Roumanie a rejoint le programme de Partenariat pour la paix de l'OTAN. La demande d'adhésion de la Roumanie à l'OTAN a été l'une des premières déposées par les anciens pays du Pacte de Varsovie. Cependant, le chemin de la Roumanie vers l'OTAN, ainsi que vers l'UE, s'est avéré plus difficile que celui de ses voisins d'Europe de l'Est. L'entrée dans l'OTAN de la Hongrie, de la Pologne et de la République tchèque a eu lieu en mars 1999, tandis que la Roumanie a dû attendre le « cinquième élargissement », qui n'a eu lieu qu'en mars 2004 (Bitkova, 2016, p. 8). Quant aux relations avec la Russie, les nouveaux dirigeants de Bucarest dans les années 1990 pensaient que, la Russie étant affaiblie, ses intérêts pouvaient être ignorés. Dans le nouvel équilibre des forces, en raison de l'affaiblissement de son influence sur la scène internationale, la Russie n'a pas joué un rôle important dans les affaires étrangères d'Europe centrale et orientale. Beaucoup associent la Roumanie à ses voisins des Balkans. Marco Ricceri, secrétaire général d'EURISPES, l'Institut européen pour les études politiques, économiques et sociales de Rome, a parlé de l'orientation balkanique de la politique de l'UE dans les années 1990 et 2000. Ricceri a identifié deux phases distinctes. Dans la première, au début et au milieu des années 90, l'UE s'attendait un temps d'arrêt dans la région des Balkans. Dans la crise yougoslave, l'UE n'a pas pu s'entendre sur une voie commune, garantir la paix, empêcher l'effondrement de la Yougoslavie et une guerre civile dans ce pays aujourd'hui disparu. Dans la deuxième phase, de la fin des années 90 au milieu des années 2000, l'UE a présenté une série d'initiatives de coopération politique et économique qui ont eu un impact positif sur la région. Le choix stratégique de l'UE a été d'affirmer sa présence et son influence dans toute la région des Balkans. Plus les frontières de l'Union européenne se déplaçaient vers l'est, plus les relations de l'UE avec la Russie devenaient importantes. En témoignent l'Accord de partenariat et de coopération signé avec la Russie à Corfou en 1994, les accords du sommet de Saint-Pétersbourg en 2003, les activités du Conseil permanent de partenariat, créé en 2004 (Ricceri M. 2005, p. 60). Bien sûr, à notre avis, ces mesures ont légèrement atténué l'amertume de la Russie face au brusque changement de champ politique de ses anciens partenaires d'Europe de l'Est dans le Comecon et le Pacte de Varsovie.

Après la signature du Traité sur les relations amicales et la coopération entre la Fédération de Russie et la Roumanie en 2003, tout le monde s'attendait à un dégel diplomatique. Mais la conclusion du traité n'a pas beaucoup changé les choses. Les raisons de la méfiance mutuelle demeuraient. Les relations roumano-russes étaient compliquées par la « question bessarabe » : les Roumains n'aimaient pas le

fait que la Russie soutienne la République moldave autoproclamée de Transnistrie (RMT), qui s'était séparée de la Moldavie après le conflit militaire de 1992. Dans l'Union européenne, la Roumanie appartient au groupe des pays les plus critiques et intransigeants envers la Russie. Les aspirations de la Roumanie à rejoindre le Club de Visegrad en 1990 n'ont pas reçu le soutien des membres de ce groupe, qui s'identifiaient à « l'Europe centrale », comprise comme l'héritier culturel de l'Autriche-Hongrie. Les pays de Visegrad estimaient que la Roumanie ne s'inscrivait pas dans ce contexte (Bitkova, 2016 : 4).

Les événements dans les Balkans sont toujours ressentis avec acuité en Roumanie, car les problèmes des Balkans sont similaires aux siens. Dans le même temps, la Roumanie, comme le soulignent ses politiciens, ne se considère pas comme faisant partie des Balkans. Selon eux, la Roumanie est le lien entre l'Orient orthodoxe et l'Occident catholique et protestant. Selon Iliescu, la formule « Balkans + Roumanie » ne reflète pas la réalité : la Roumanie fait partie de la région d'Europe centrale, mais se sent responsable des événements dans les Balkans. Contrairement au Club de Visegrad, la Roumanie a tenté d'occuper une place particulière en Europe de l'Est grâce à ses initiatives dans la région des Balkans. Le 4 avril 2015, lors d'une réunion à Craiova, les Premiers ministres de Bulgarie, de Roumanie et de Serbie ont annoncé la création du Groupe de coopération de Craiova. Tout comme les quatre de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie) fonctionnent, ce groupe de pays du sud-est de l'Europe entend coopérer aux décisions sur les questions de politique étrangère. Selon le Premier ministre serbe A. Vucic, la population totale des trois pays dépasse les 40 millions, ce qui fait du Groupe une partie stratégique de l'Europe (Bitkova, 2016 : 7).

Les relations de la Roumanie restent difficiles non seulement avec la Russie, mais aussi avec ses voisins, la Hongrie, la Moldavie et l'Ukraine, qui formulent des revendications territoriales et des griefs historiques. Depuis l'élection de Klaus Iohannis comme nouveau président de la Roumanie en 2014, une nouvelle course en politique étrangère était attendue de Bucarest. Au lieu de cela, dans ses déclarations, la Roumanie maintient une orientation euro-atlantique et se dit prête à occuper la position de « phare de la politique de l'UE en Europe de l'Est ». Iohannis a annoncé qu'il était prêt à soutenir la réintégration de la Transnistrie en Moldavie.

À la Roumanie ne convient pas une rupture presque totale des relations avec la Russie, a dit A.A. Gromyko, directeur de l'Institut de l'Europe RAS (petit-fils du ministre des Affaires étrangères de l'URSS A.A. Gromyko). En Roumanie, il existe des éléments de défense antimissile qui, du point de vue des experts militaires et des diplomates russes, violent l'accord fondamental sur les missiles à moyenne

et courte portée. De nombreux politiciens roumains sont obsédés par l'idée de « romaniser » la Moldavie, unissant la Moldavie et la Roumanie. Mais la coopération avec l'Occident ne contredit pas le partenariat économique et politique avec la Russie, a souligné Gromyko. « La Roumanie est un pays orthodoxe, une minorité russe vit ici, les Lipovans, et de nombreux Roumains sont favorables à la normalisation des relations avec la Russie » (Gromyko, 13-10-2017).

Quand, en 2020, on a appris que la Roumanie, pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, reconnaissait officiellement la Russie comme « ennemi » et que la « Stratégie de défense nationale de la République pour 2020-2024 » fait référence au « comportement agressif » de Moscou et à la « militarisation de la région de la mer Noire », A. Kortnunov, directeur général du Conseil russe des affaires internationales, a déclaré que la Roumanie, à l'instar de la Pologne, tente de diriger une coalition de pays critiques envers la Russie en Europe du Sud-Est et dans les Balkans. « La Roumanie est un membre de l'OTAN qui considère la Russie comme un défi stratégique. Par conséquent, la reconnaissance de notre pays en tant qu'*ennemi* s'inscrit dans les orientations conceptuelles de l'Alliance de l'Atlantique Nord » (Kortnunov, 6-10-2020).

Les relations entre la Roumanie et la Russie ont commencé à se détériorer sérieusement depuis que la politique étrangère de la première, comme celle de tous les pays de l'Europe centrale et orientale après leur adhésion à l'OTAN et à l'UE, a commencé à être définie non pas tant dans leurs capitales, c'est-à-dire, par exemple à Bucarest, mais surtout à Bruxelles et à Washington. La crise aiguë des relations entre la Roumanie, et l'ensemble de l'Union européenne, et la Russie a été provoquée par le retour de la Crimée à la Fédération de Russie à la suite d'un référendum organisé dans la péninsule en mars 2014. Lors du référendum, plus de 95 % de la population de la péninsule a soutenu la sortie de la Crimée et de Sébastopol d'Ukraine et le retour en Russie. La Crimée et Sébastopol, redevenues membres de la Fédération de Russie, étaient déjà russes de 1783 jusqu'à leur transfert controversé à la République soviétique d'Ukraine en 1954. Après que les autorités ukrainiennes, à partir des années 2000, eurent soutenu la ligne d'adhésion à l'OTAN et mis à sa disposition une série de points d'appui en Crimée, certains n'ont vraiment pas apprécié le fait que depuis mars 2014, l'alliance ait perdu l'opportunité d'être présente dans la zone. Les pays membres de l'OTAN ont réagi en ne reconnaissant pas le retour de la Crimée en Russie et en le qualifiant d'« annexion » illégale. Le ministre roumain des Affaires étrangères B. Aurescu a déclaré que « la Crimée est devenue une plate-forme pour projeter la puissance russe en Méditerranée orientale et au Moyen-Orient » (Tarquini, 7-04-2021).

Après l'accession de la Crimée, les membres de l'OTAN et de l'UE, dont la Roumanie, ont imposé des sanctions contre la Russie depuis 2014. Les sanctions ont été introduites et sont prolongées aussi parce que l'Occident estime que, dans le Donbass industrialisé à l'est du pays, deux États autoproclamés, la République populaire de Donetsk (DPR) et la République populaire de Lougansk (LPR), se sont séparés de l'Ukraine avec le soutien de la Russie. Leurs habitants n'ont pas reconnu le coup d'État qui a été commis à Kiev à la suite du « Maïdan » qui l'a précédé en février 2014. Les nouvelles autorités de Kiev -ils disent- violent les droits des peuples vivant en Ukraine qui ne sont pas considérés part de la nation ukrainienne : Russes, Roumains, Hongrois, Slovaques, Ruthènes, Juifs, Gagaouzes, Tsiganes, etc. Dans le Donbass, une guerre fait rage depuis 2014 entre l'armée ukrainienne et les forces d'autodéfense de la RPD et de la LPR. 15 000 civils et soldats ont été tués des deux côtés. Et les accords de Minsk, élaborés avec la médiation de la Russie, de l'Allemagne et de la France - avec l'aide desquels ils tentent de parvenir à la paix dans le Donbass - ne sont pas mis en œuvre du point de vue de la Russie.

Le retour aux anciennes relations sans problème entre la Russie et la Roumanie dépendra de l'exploitation de toutes les opportunités pour établir des relations normales entre la Russie et l'UE et l'OTAN. L'intérêt mutuel pour le bon voisinage, les échanges commerciaux mutuellement bénéfiques, les échanges scientifiques et culturels et la coopération dans d'autres domaines devront être pris en compte, y compris le ralentissement de la course aux armements et la lutte commune contre le terrorisme, une tâche à nouveau d'actualité après le retrait de l'OTAN de l'Afghanistan.

Bibliographie

- Bitkova T.G. 2016. Внешнеполитические ориентиры Румынии. Москва: ИНИОН РАН
- Bitkova, T.G. 2016. *Vnešnepolitičeskie orientiry Rumynii*. Moskva : INION RAN.
- Борко Ю.А., Буторина О.В. 2009. История развития Европейского Союза [En ligne]: https://mgimo.ru/uploads/files/Borko_Butorina_Istoriya_ES.pdf [consulté le 29 août 2021].
- Borko, Ju.A., Butorina, O.V. 2009. Istorija razvitija Evropejskogo Sojuzja. [En ligne]: https://mgimo.ru/uploads/files/Borko_Butorina_Istoriya_ES.pdf [consulté le 29 août 2021].
- Громько А.А. 13-10-2017. Румыния проиграла в результате разрыва отношений с РФ [En ligne]: <https://tass.ru/politika/4641978> [consulté le 31 août 2021].
- Gromyko, A.A. 13-10-2017. Ruminija proigrala v rezultate razryva otnošenij s RF. [En ligne]: <https://tass.ru/politika/4641978> [consulté le 31 août 2021].
- Кириллов В.Б., Путинцев И.С. 2012.1. « Отношения России и Румынии после 1989 года в контексте внешнеполитических приоритетов двух стран ». *Вестник МГИМО-Университета*, n°2 (23). p. 13-23.
- Kirillov, V.B., Putincev, I.S. 2012.1. « Otnošenija Rossii i Rumynii posle 1989 goda v kontekste vnešnepolitičeskich prioritetov dvuch stran ». *Vestnik MGIMO-Universiteta*, n°2 (23), p. 13-23.
- Кириллов В.Б., Путинцев И.С. 2012.2. « Отношения Молдавии и ЕС в 1998 - 2012 гг. ». *Вестник МГИМО-Университета*, n°6 (27), p. 26-33.

Kirillov, V.B., Putincev, I.S. 2012.1. « Otnošenija Moldavii i ES v 1998- 2012 gg.». *Vestnik MGIMO-Universiteta*, n° 6 (27), p. 26-33.

Кириллов В.Б., Путинцев И.С. 2018. « Влияние Румынии в Молдавии: формы проявления и эволюция ». *Современная Европа*, n° 3 (82), p. 37-48.

Kirillov, V.B., Putincev, I.S. 2018. « Vlijanie Rumynii i Moldavii: formy projavlenija i evolucija ». *Sovremennaja Evropa*, n° 3 (82), p. 37-48.

Кортунов А. 6-10-2020. Политолог: Румыния в отношениях с Россией пошла по польскому пути [En ligne]: <https://tass.ru/politika/4641978><https://vz.ru/news/2020/6/10/1044220.html> [consulté le 31 août 2021].

Kortunov, A. 6-10-2020. Politolog: Ruminija v otnošenijach s Rossiej pošla po pol'skomu puti. [En ligne]: <https://tass.ru/politika/4641978><https://vz.ru/news/2020/6/10/1044220.html> [consulté le 31 août 2021].

Путинцев И.С. 2019. « Внешняя политика Румынии после вступления в НАТО и ЕС ». *Мировая экономика и международные отношения*, n° 11. p. 66-75.

Putincev, I.S. 2019. « Vnešnjaia politika Rumynii posle vtuplenija v Nato i ES ». *Mirovaja ekonomika i meždunarodnye otnošenija*, n° 11, p. 66-75.

Путинцев И.С. 2020. Румыния в конце XX - начале XXI в.: от кризиса к кризису. In: *Очерки политической истории стран Центральной и Юго-Восточной Европы. Конец XX - начало XXI в.* А cura di K.V. Nikiforov. Москва, Санкт-Петербург.: Нестор-История. p. 165-198.

Putincev, I.S. 2020. Ruminija v konce XX-načale XXI v.: ot krizisa k krizisu. In : *Očerki političeskoj istorii stran Centralnoj i Juго-Vostočnoj Evropy. Konec XX - načalo XXI v.*, éd. K.V. Nikiforov. Moskva, Sankt-Peterburg : Nestor Istoriija. p. 165-198.

Риччери М. 2005. « Евросоюз и Балканский регион ». *Современная Европа*, n° 2. p. 52-61.

Ricceri, M. 2005. « Evrosojuz i Balkanskij region ». *Sovremennaja Evropa*, n° 2, p. 52-61.

Demichelle, L. 16-01-2018. Perché la Romania resterà un membro affidabile dell'Ue e della Nato. [En ligne]: <https://www.limesonline.com/perche-la-romania-restera-un-membro-affidabile-dellue-e-della-nato/103965?prv=true> [consulté le 30 août 2021].

Lecca, T. 14-04-2021. Riunificare Moldavia e Romania: il progetto europeista che non piace ai filo-russi. [En ligne]: <https://europa.today.it/attualita/riunificare-moldavia-romania-europeista-russia.html> [consulté le 30 août 2021].

Ljubin, V.P. 1996. « La Russia e la Ue ». *CIRSS. Quaderni di studi e ricerche sull'Europa centro-orientale*. n° 2, p. 4-9.

Matei, B. 20-02-2017. Le relazioni tra la Romania e la Russia nel contesto delle sanzioni Ue. //Radio România Internațional. [En ligne]: https://www.rri.ro/it_it/le_relazioni_tra_la_romania_e_la_russia_nel_contesto_delle_sanzioni_ue-2560323 [consulté le 30 août 2021].

Strategia de securitate națională a României. București : 2006. [La stratégie de sécurité nationale de la Roumanie]. [En ligne] : <http://old.presidency.ro/static/ordine/CSAT/SSNR.pdf> [consulté le 30 août 2021].

Strategia națională de apărare a țării pentru perioada 2015-2019. București: 2015 [La stratégie de défense nationale pour la période 2015-2019].

[En ligne]: http://www.presidency.ro/files/userfiles/Strategia_Nationala_de_Aparare_a_Tarii_1.pdf [consulté le 30 août 2021].

Strategia națională de apărare a țării pentru perioada 2020-2024. București : 2020 [La stratégie de défense nationale pour la période 2020-2024]. [En ligne] : https://www.presidency.ro/files/userfiles/Documente/Strategia_Nationala_de_Aparare_a_Tarii_2020_2024.pdf [consulté le 30 août 2021].

Tarquini A. 7-04-2021. Il ministro degli esteri romeno: "La Russia è la sfida strategica del momento". [En ligne]: https://www.repubblica.it/esteri/2021/04/07/news/il_ministro_degli_esteri_romeno_la_russia_e_la_sfida_strategica_del_momento_-295324906/ [consulté le 30 août 2021].